

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

23 MARS 2004

Rapport annuel 2003 en matière de lutte contre la traite des êtres humains du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme: Plaidoyer pour une approche intégrée, analyse de la législation et de la jurisprudence

RAPPORT

FAIT AU NOM
DES COMMISSIONS RÉUNIES
DE LA JUSTICE
ET DE L'INTÉRIEUR ET
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
PAR MMES de T' SERCLAES ET NYSSSENS

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2003-2004

23 MAART 2004

Jaarrapport 2003 inzake de strijd tegen de mensenhandel van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding: Pleidooi voor een integrale benadering, analyse van de wetgeving en de rechtspraak

VERSLAG

NAMENS DE VERENIGDE COMMISSIES
VOOR DE JUSTITIE EN VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN EN VOOR DE
ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE DAMES de T' SERCLAES EN NYSSSENS

Composition/Samenstelling:

Justice/Justitie:

Président/Voorzitter: Hugo Vandenberghé

A. Membres/Leden:

SP.A-SPIRIT	Staf Nimmegeers, Ludwig Vandenbroucke, Jan Van Duppen.
VLD	Pierre Chevalier, Hugo Coveliens, Luc Willems.
PS	Jean-François Istasse, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux.
MR	Christine Defraigne, Nathalie de T' Serclaes, Alain Zenner.
CD&V	Stefaan De Clerck, Hugo Vandenberghé.
VLAAMS BLOK	Jurgen Ceder, Anke Van dermeersch.
CDH	Clotilde Nyssens.

B. Suppléants/Plaatsvervangers:

Jacinta De Roeck, Christel Geerts, Fatma Pehlivan, Myriam Vanlerberghe.
Jacques Germeaux, Jeannine Leduc, Stefaan Noreilde, Patrik Vankrunkelsven.
Sfia Bouarfa, Jean Cornil, Philippe Moureaux, Christiane Vienne.
Berni Collas, Alain Destexhe, Antoine Duquesne, François Roelants du Vivier.
Sabine de Bethune, Mia De Schampelaere, Erika Thijssen.
Yves Buysse, Joris Van Hauthem, Karim Van Overmeire.
Christian Brotcorne, René Thissen.

Intérieur et Affaires administratives/Binnenlandse Zaken en Administratieve Aangelegenheden:

Président/Voorzitter: Ludwig Vandenbroucke

A. Membres/Leden:

SP.A-SPIRIT	Mimoun Bousakla, Fatma Pehlivan, Ludwig Vandenbroucke.
VLD	Jeannine Leduc, Stefaan Noreilde, Paul Wille.
PS	Sfia Bouarfa, Anne-Marie Lizin, Philippe Moureaux.
MR	Berni Collas, Alain Destexhe, François Roelants du Vivier.
CD&V	Erika Thijssen, Marc Van Peel.
VLAAMS BLOK	Yves Buysse, Wim Verreycken.
CDH	Christian Brotcorne.

B. Suppléants/Plaatsvervangers:

Christel Geerts, Caroline Gennez, Lionel Vandenbroucke, Myriam Vanlerberghe.
Hugo Coveliens, Jacques Germeaux, Annemie Van de Casteele, Patrik Vankrunkelsven.
Jean-Marie Happart, Jean-François Istasse, Christiane Vienne.
Marie-Hélène Crombé-Bertom, Christine Defraigne, Nathalie de T' Serclaes, Alain Zenner.
Sabine de Bethune, Mia De Schampelaere, Hugo Vandenbroucke.
Anke Van dermeersch, Joris Van Hauthem, Frank Vanhecke.
Clotilde Nyssens, René Thissen.

I. INTRODUCTION

Les commissions réunies ont organisé, le 13 janvier 2004, un échange de vues sur le rapport annuel 2003 du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR), intitulé «Plaidoyer pour une approche intégrée — Analyse de la législation et de la jurisprudence», en présence de M. Paolo De Francesco, chef de service de la cellule Traite des êtres humains, et de Mme Ingrid Aendenboom, conseillère.

Ce rapport annuel peut être consulté sur le site web du CECLR : www.diversite.be.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF : PRÉSENTATION DURAPPORT ANNUEL 2003 CONCERNANT LALUTTE CONTRE LA TRAITE DESÊTRES HUMAINS

M. De Francesco, chef de service de la cellule «Traite des êtres humains» du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR) résume le rapport annuel comme suit :

Le rapport se compose de quatre parties :

- Une approche intégrée des dossiers : il s'agit d'une analyse des dossiers judiciaires dans lesquels le CECLR s'est constitué partie civile.
- Nouvelles dispositions légales importantes.
- Analyse de la jurisprudence 2001-2002.
- Contributions de centres d'accueil des victimes de la traite des êtres humains.

La conclusion que le CECLR tire de la première partie est que les dossiers judiciaires relatifs à la traite des êtres humains requièrent une approche intégrée.

Si un dossier est traité trop rapidement, cela peut nuire à la qualité de l'instruction judiciaire. L'inconvénient, c'est que les juges d'instruction et les parquets choisissent parfois de ne pas trop compliquer leur dossier, en présentant le moins possible de ramifications. Il y a donc un risque que l'instruction se limite à l'entité locale et se contente de poursuivre des auteurs clairement désignés, mais qui n'ont eu qu'une fonction d'exécution. La lutte contre la traite des êtres humains risque alors de ne plus s'attaquer qu'à des symptômes, l'accent étant mis sur la chasse aux illégaux.

Il faut analyser davantage les réseaux et les mécanismes financiers, mais ce travail d'analyse demande du temps et de l'argent. La traite des êtres humains est une affaire d'argent et les bénéfices ainsi générés servent souvent à acheter des structures telles que des agences de voyage, des sociétés de transport, etc.

L'application de la loi du 10 janvier 1999 relative aux organisations criminelles débouche sur les constatations suivantes :

D'après les données du rapport annuel 2002 du SPF Justice sur la criminalité organisée, 795 dossiers au

I. INLEIDING

De verenigde commissies hebben op 13 januari 2004 een gedachtewisseling gehouden over het jaarrapport 2003 van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding (CGKR) — «Pleidooi voor een integrale benadering, analyse wetgeving en rechtspraak» met de heer Paolo De Francesco, diensthoofd cel Mensenhandel, en mevrouw Ingrid Aendenboom, adviseur.

Dit jaarrapport kan worden geraadpleegd op de website van het CGKR : www.diversiteit.be.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING : VOORSTELLING VAN HET JAARRAPPORT 2003 INZAKE DE STRIJD TEGEN MENSENHANDEL

De heer De Francesco, diensthoofd van de cel «Mensenhandel» van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding (CGKR) vat het jaarrapport als volgt samen :

Het rapport bestaat uit vier delen :

- Een integrale benadering van de dossiers : het betreft een analyse van de gerechtelijke dossiers waarbij het CGKR zich burgerlijke partij heeft gesteld.
- Nieuwe belangrijke wetgevende bepalingen.
- Analyse van de rechtspraak 2001-2002.
- Bijdragen van de gespecialiseerde centra opvang slachtoffers mensenhandel.

De conclusie die het CGKR uit het eerste deel trekt, is dat gerechtelijke dossiers «mensenhandel» op een integrale wijze behandeld moeten worden.

Te snelle rechtsafhandeling kan de kwalitatieve diepgang van het gerechtelijk onderzoek aantasten. Het nadelige gevolg hiervan is dat onderzoeksrechters en parketten er soms voor opteren om hun dossier niet te ingewikkeld te maken, met zo weinig mogelijk vertakkingen. In deze gevallen beperkt het onderzoek zich hierdoor dikwijls tot de lokale entiteit en enkel tot de vervolging van duidelijke aantoonbare daders met een louter uitvoerende functie. Bestrijding van mensenhandel dreigt dan enkel symptoombestrijding te worden, waarbij de focus ligt op de jacht op illegalen.

Er moet meer aan netwerkanalyse en financiële analyse worden gedaan : dit kost tijd en geld. Mensenhandel draait om geld en dit geld wordt vaak aangewend om legale structuren op te kopen, zoals reisbureaus, vervoersmaatschappijen, ...

De toepassing van de wet van 10 januari 1999 op de criminale organisaties, levert de volgende vaststellingen op :

Volgens de gegevens van het jaarrapport «georganiseerde misdaad 2002» van de FOD Justitie waren er

total concernant des organisations criminelles étaient en cours en 2001, dont 114 dossiers ou 14,3% concernaient la traite des êtres humains. Une distinction était faite entre 69 organisations criminelles dont la traite des êtres humains était le «core business» (activité principale) et 45 organisations criminelles qui s'occupaient de la traite des êtres humains comme activité complémentaire.

Il s'ensuit qu'à partir du moment où l'on se livre à une analyse des réseaux, la loi précitée est un instrument important dans la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic des êtres humains.

À l'appui de cette affirmation, l'intervenant renvoie en outre au chapitre 2.2 du rapport annuel (pp. 21-37). Un autre exemple cité dans le rapport annuel est celui des triades chinoises. Dans le cadre de plusieurs dossiers où le CECLR s'était constitué partie civile, ce dernier a pu constater l'existence de 10 à 12 filières. Parmi les preuves de l'existence de ces filières, citons par exemple un même numéro de téléphone que plusieurs chauffeurs avaient sur eux, l'apparition des mêmes numéros de comptes et l'intervention des mêmes contacts. Le CECLR insiste donc pour que ces dossiers soient instruits conjointement afin de garantir une approche intégrée de la lutte contre la traite des êtres humains.

La partie II du rapport annuel analyse les nouvelles dispositions légales en matière de traite des êtres humains. Il est fait une distinction entre les règles internationales, les règles européennes et les règles belges. Parmi les principales normes internationales, citons la Convention des Nations unies contre la criminalité transfrontalière organisée et les protocoles additionnels relatifs à la traite des êtres humains et au trafic des êtres humains. Les deux notions sont à présent bien définies. Ces textes imposent également aux États l'obligation de sanctionner les auteurs et de venir en aide aux victimes.

À l'inverse de la législation belge, ces textes ne prévoient cependant aucune disposition en matière d'aide aux victimes et de délivrance d'un permis de séjour à celles-ci.

Au niveau européen, une décision-cadre du Conseil relative à la lutte contre la traite des êtres humains est entrée en vigueur le 1^{er} août 2002. La notion de «trafic d'êtres humains» se retrouve aussi dans la directive 2002/90/CE du 28 novembre 2002, définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers ainsi que dans la décision-cadre du 28 novembre 2002, visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers.

Eu égard à cette réglementation internationale et européenne, il est clair, selon l'intervenant, que la loi du 13 avril 1995 portant des dispositions en vue de la

in 2001 in totaal 795 dossiers betreffende criminale organisaties in behandeling. Hiervan hadden 114 dossiers of 14,3% betrekking op mensenhandel. Er werd een onderscheid gemaakt tussen 69 criminale organisaties waarvan mensenhandel de hoofdactiviteit was en 45 criminale organisaties die zich bezig hielden met mensenhandel als nevenactiviteit.

Hieruit blijkt dat, wanneer er aan netwerkanalyse wordt gedaan, bovenvermelde wet een belangrijk instrument is in de bestrijding van mensenhandel en mensensmokkel.

Voor verder bewijs van deze stelling verwijst spreker naar hoofdstuk 2.2 van het jaarverslag (blz. 21-37). Een ander voorbeeld dat niet in het jaarverslag wordt vermeld, is dat van de Chinese triades. Via een aantal burgerlijke partijstellingen heeft het CGKR kunnen vaststellen dat er 10 tot 12 filières bestonden. Concrete voorbeelden van bewijzen hiervoor waren dat verschillende chauffeurs eenzelfde telefoonnummer op zak hadden, dat dezelfde rekeningnummers en contactpersonen opdoken. Het CGKR pleit er dan ook sterk voor dat dergelijke dossiers samen zouden worden onderzocht om een integrale aanpak in de bestrijding van mensenhandel te garanderen.

Deel II van het jaarverslag analyseert de nieuwe wettelijke bepalingen inzake mensenhandel. Er wordt hierbij een onderscheid gemaakt tussen de internationale, de Europese en de Belgische regels. Belangrijk op internationaal niveau is het VN-Verdrag tegen de georganiseerde grensoverschrijdende criminaliteit en de aanvullende protocollen hierbij betreffende mensenhandel en mensensmokkel. Beide noties worden nu goed gedefinieerd. Tevens worden door deze teksten verplichtingen opgelegd die de Staten moeten nemen om daders te straffen en hulp te bieden aan de slachtoffers.

Anders dan in de Belgische wetgeving, zijn er echter geen bepalingen voorzien betreffende de bijstand voor slachtoffers en het afleveren van een verblijfsvergunning voor de slachtoffers is facultatief.

Op Europees niveau is op 1 augustus 2002 een kaderbesluit van de Raad inzake bestrijding van mensenhandel in werking getreden. Tevens is het begrip «mensensmokkel» terug te vinden in de richtlijn 2002/90/EG van 28 november 2002 tot omschrijving van hulpverlening bij illegale binnenkomst, illegale doortocht en illegaal verblijf en in het kaderbesluit van 28 november 2002 tot versterking van het strafrechtelijk kader voor de bestrijding van hulpverlening bij illegale binnenkomst, illegale doortocht en illegaal verblijf.

Ingevolge deze internationale en Europese regelgeving, dringt een aanpassing van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen inzake de bestrijding van

répression de la traite des êtres humains et de la pornographie enfantine doit être actualisée.

En ce qui concerne la Belgique, le législateur a pris toute une série de mesures qui peuvent se classer comme suit :

- les mesures destinées à lutter contre la grande criminalité organisée;
- les mesures visant à lutter contre le travail clandestin;
- les mesures visant à réprimer plus efficacement les marchands de sommeil;
- les mesures en faveur des victimes de la traite des êtres humains.

Le troisième grand volet du rapport annuel est consacré à l'analyse de la jurisprudence 2001-2002 et début 2003. Les autorités judiciaires ont transmis près de 350 jugements et arrêts fondés sur la loi du 13 avril 1995 sur la traite des êtres humains et la pornographie enfantine. Sur ces 350 décisions, 160 avaient trait à un problème de trafic des êtres humains, dont une centaine rien que pour l'arrondissement de Bruges.

Il ressort de l'analyse de la jurisprudence que des problèmes subsistent toujours en matière d'exploitation économique : la jurisprudence à ce sujet est très diffuse et contradictoire.

Mme Aendenboom ajoute ce qui suit à titre d'exemple. L'analyse a montré que l'affaire «Wexford», dans laquelle huit clandestins chinois sont morts de privation, n'était pas un cas isolé. Une centaine de conteneurs seraient utilisés pour le trafic des êtres humains. La décision judiciaire qui a été prise dans ce dossier comporte en outre une centaine de noms de victimes.

Un autre exemple, dont la presse s'est fait l'écho bien que l'instruction judiciaire soit toujours en cours, concerne une société de transport anversoise qui exploitait des camionneurs polonais. L'employeur en question n'était en ordre pour aucune législation. Le CECLR déplore que le parquet ait retenu dans ses conclusions l'infraction à diverses lois sociales, mais qu'il n'ait pas retenu la prévention d'exploitation économique.

III. ÉCHANGE DE VUES

Mme Nyssens constate que le CECLR plaide pour une approche intégrée des dossiers dans la lutte contre la traite des êtres humains. Elle demande si les parquets et le parquet fédéral disposent de directives de politique criminelle et de circulaires qui leur permettent de développer cette approche intégrée. L'intervenante a été frappée par le fait que, dans la jurisprudence citée dans le rapport annuel (voir p. 34 et suivantes), il n'y a aucune décision rendue par une

de mensenhandel en de kinderpornografie zich op, aldus de spreker.

Voor wat het Belgisch niveau betreft, zijn er heel wat maatregelen genomen die onderverdeeld kunnen worden in de volgende categoriën :

- maatregelen ter bestrijding van de zware en de georganiseerde criminaliteit;
- maatregelen ter bestrijding van illegale arbeid;
- maatregelen voor een efficiëntere bestrijding van de huisjesmelkers;
- maatregelen ten gunste van de slachtoffers van mensenhandel.

Het derde grote deel van het jaarverslag behelst de analyse van de rechtspraak 2001-2002 en begin 2003. De rechterlijke overheid maakte ongeveer 350 vonnissen en arresten over die gebaseerd waren op de wet op de mensenhandel en de kinderpornografie van 13 april 1995. 160 van de 350 beslissingen hadden betrekking op mensensmokkel en daarvan kwamen er ongeveer een 100-tal uit het arrondissement Brugge.

Uit analyse van de rechtspraak blijkt dat er inzake economische uitbuiting nog steeds problemen zijn : de rechtspraak is hierover zeer diffuus en tegenstrijdig.

Mevrouw Aendenboom voegt bij wijze van voorbeeld het volgende toe. Analyse heeft geleerd dat de zaak-«Wexford», waarbij 8 Chinese verstekelingen omkwamen van ontbering, geen alleenstaand geval was. Het zou om een honderdtal containers gaan waarmee mensen werden gesmokkeld. Er zijn bovendien een 100-tal namen van slachtoffers opgenomen in de gerechtelijke beslissing van dit dossier.

Een ander voorbeeld, waarnaar het gerechtelijk onderzoek nog loopt, maar dat reeds in de pers verschenen is, betreft een Antwerpse transportfirma die Poolse truckchauffeurs uitbuitte. De betreffende werkgever was met geen enkele wetgeving in orde. Het CGKR betreurt dat het parket in zijn memorie wel de overtreding van diverse sociale wetten heeft weerhouden maar niet de economische uitbuiting.

III. GEDACHTEWISSELING

Mevrouw Nyssens stelt vast dat het CGKR pleit voor een geïntegreerde aanpak van de dossiers in verband met de strijd tegen de mensenhandel. Zij vraagt of de parketten en het federaal parket over richtlijnen beschikken inzake misdaadbeleid en over circulaires om de geïntegreerde aanpak te ontwikkelen. Spreeker is getroffen door het feit dat er in de in het verslag geciteerde jurisprudentie (zie blz. 34 en volgende) geen enkele beslissing is genomen door een rechtbank

juridiction de l'arrondissement de Bruxelles. Est-ce le fait du hasard ou faut-il en déduire que la priorité accordée à la lutte contre la traite des êtres humains varie selon les arrondissements ?

L'oratrice fait ensuite écho des problèmes rencontrés devant les juridictions de fond en raison du manque d'interprètes jurés. Il semble que de nombreuses victimes sont dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits faute d'interprètes. Le CECLR a-t-il connaissance de ce problème ?

Enfin, dans les conclusions de son rapport, le CECLR plaide pour une actualisation de la loi du 13 avril 1995 sur la traite des êtres humains et pour l'adoption, pour le 1^{er} août 2004, des mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions de la décision-cadre du Conseil européen du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains.

Le CECLR précise dans son rapport que «la première chose sera de donner une définition de ce qu'il faut entendre par «traite» et «tradic» d'êtres humains» (rapport, p. 91). Mme Nyssens se demande s'il est possible de donner une telle définition dans un texte légal. Enfin, l'oratrice pensait que la législation belge en matière de lutte contre la traite des êtres humains était à la page. Quelles sont cependant les modifications qui s'imposent selon le CECLR ?

Mme Aendenboom répond à la première question qu'il existe une directive de 1999 du ministère de la Justice et du Collège des procureurs généraux concernant la politique de recherches et de poursuites en matière de traites des êtres humains et de pornographie enfantine (COL 12/99).

Cette directive a fait l'objet d'une évaluation, il y a un peu plus d'un an et il est apparu que son application sur le terrain posait des difficultés, notamment en ce qui concerne les notions de «traite» et de «tradic» des êtres humains. Ainsi, les parquets donnent une interprétation assez divergente de cette circulaire. Pour certains magistrats, une personne n'est pas considérée comme une victime de la traite des êtres humains lorsqu'elle a payé un certain prix pour être transportée vers un pays. Ces personnes sont considérées comme de simples illégaux et ne bénéficient dès lors pas du statut spécifique de protection prévu dans la loi de 1995. D'autres magistrats reconnaissent par contre le statut de victimes dès que des personnes sont transportées dans des conditions inhumaines. Même si la circulaire COL 12/99 présente une réelle avancée dans la politique des poursuites, il faudrait régler les problèmes d'interprétation qui se posent sur le terrain.

En ce qui concerne l'opportunité d'une définition légale de la notion de «traite des êtres humains», Mme Aendenboom reconnaît que l'entreprise peut s'avérer dangereuse si l'on opte pour une définition trop stricte. Les formes de traites évoluant rapide-

in het arrondissement Brussel. Is dat toeval of kan men daaruit afleiden dat de voorrang die gegeven wordt aan de bestrijding van de mensenhandel varieert volgens het arrondissement ?

Spreekster deelt vervolgens mee dat er problemen zijn bij de feitenrechters als gevolg van het gebrek aan beëdigde tolken. Het lijkt erop dat vele slachtoffers niet bij machte zijn hun rechten te doen gelden omdat er geen tolken zijn. Is het CGKR op de hoogte van dat probleem ?

In de conclusies van zijn verslag pleit het CGKR ten slotte voor het bijwerken van de wet van 13 april 1995 betreffende de mensenhandel. Wat adoptie betreft moeten voor 1 augustus 2004, de nodige maatregelen tot stand komen om ons recht in overeenstemming te brengen met de bepalingen van het kaderbesluit van de Europese Raad van 19 juli 2002 inzake bestrijding van mensenhandel.

Het CGKR verduidelijkt in zijn verslag dat er zal «moeten worden verduidelijkt wat er precies wordt begrepen onder «mensenhandel» en «mensensmokkel» (verslag, blz. 91). Mevrouw Nyssens vraagt zich af of het mogelijk is een dergelijke definitie in een wettekst te gieten. Spreekster dacht overigens dat de Belgische wetgeving inzake de bestrijding van de mensenhandel up-to-date was. Wat zijn volgens het CGKR de wijzigingen die zich opdringen ?

Mevrouw Aendenboom antwoordt op de eerste vraag dat er een richtlijn bestaat uit 1999 van het ministerie van Justitie en het college van procureurs-generaal, houdende het opsporings- en vervolgingsbeleid betreffende mensenhandel en kinderpornografie (COL 12/99).

Die richtlijn werd iets meer dan een jaar geleden geëvalueerd. Gebleken is dat de toepassing ervan in de praktijk voor moeilijkheden zorgt meer bepaald wat betreft de begrippen «mensenhandel» en «mensensmokkel». De parketten interpreteren de circulaire op een nogal uiteenlopende manier. Voor bepaalde magistraten wordt een persoon niet als een slachtoffer van mensenhandel beschouwd wanneer hij een prijs heeft betaald voor het transport naar een ander land. Die personen worden als gewone illegalen beschouwd en kunnen dus geen aanspraak maken op het specifieke beschermende statuut als bepaald in de wet van 1995. Andere magistraten erkennen de persoon als slachtoffer zodra hij getransporteerd wordt in mensonwaardige omstandigheden. Terwijl de richtlijn COL 12/99 werkelijk een vooruitgang betekent met betrekking tot het vervolgingsbeleid, moet men toch de interpretatieproblemen oplossen die in de praktijk rijzen.

Met betrekking tot het wettelijk vastleggen van de inhoud van het begrip «mensenhandel» erkent mevrouw Aendenboom dat zulks een gevaar inhoudt indien men kiest voor een te strakke definitie. Aangezien de vormen die de mensenhandel aanneemt snel

ment, il ne faut pas que les textes soient sans cesse dépassés par la réalité du terrain. Elle estime cependant qu'il doit être possible d'arriver à des définitions souples et bien construites. Elle renvoie sur ce point aux protocoles accompagnant la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

À la question concernant les adaptations à apporter à la loi du 13 avril 1995, Mme Aendenboom reconnaît que celles-ci sont de nature principalement technique. Certaines incohérences dans les textes limitent l'action du CECLR dans la lutte contre la traite des êtres humains : ainsi, le Centre peut intervenir pour des victimes majeures, mais pas pour des mineurs. Le SPF Justice est conscient de ces difficultés et proposera sous peu des mesures en vue d'y remédier.

En ce qui concerne le faible nombre de décisions en matière de lutte contre la traite des êtres humains rendues dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, l'oratrice répond que plusieurs facteurs peuvent jouer un rôle. Il faut que les décisions prises en dehors de toute intervention du CECLR lui soient communiquées. Pour les dossiers menés à l'instigation du CECLR, il faut, pour que celui-ci agisse, qu'il soit informé de l'existence du problème. Or, cela dépend des centres d'accueil des victimes, des victimes elles-mêmes, des parquets ou même d'informations publiées dans la presse.

Enfin certains facteurs objectifs peuvent également expliquer la grande disparité quant au nombre de décisions par arrondissement judiciaire : ainsi, pour l'arrondissement de Bruges, la présence du port de Zeebruges influence directement le nombre de dossiers.

Enfin, l'oratrice signale ne pas avoir connaissance des problèmes rencontrés en raison d'un manque d'interprètes. Il lui revient par contre que les parquets sont souvent confrontés aux trafiquants mais que les victimes ne sont pas (ou plus) présentes lors du procès. Ainsi, dans le dossier « Wexford », le parquet a contacté la police irlandaise et l'on a réussi à faire venir les victimes en Belgique, ce qui leur a permis d'obtenir un dédommagement.

M. Mahoux revient à la distinction entre la notion de « trafic » et de « traite ». Il estime que le trafic concerne des denrées de nature commerciale et qu'il a une dimension économique. La notion de traite fait par contre référence aux négriers, à la traite des esclaves. Il faut bien distinguer les deux notions. Si l'on veut remettre l'humain au centre de la problématique, il serait totalement incongru d'admettre qu'un trafic peut porter sur des êtres humains. Ce serait une dérive

evolueren, mag het niet zo zijn dat de teksten voortdurend achterhaald worden door de praktijk. Ze is wel van mening dat het mogelijk moet zijn tot soepele en goed opgestelde definities te komen. Spreekster verwijst in dat verband naar de protocollen die bij het Verdrag van de Verenigde Naties gaan ter bestrijding van de transnationale georganiseerde misdaad, dat ertoe strekt de mensenhandel en in het bijzonder de vrouwen- en kinderhandel te voorkomen, te bestrijden en te bestraffen.

Wat de aanpassingen betreft van de wet van 13 april 1995, geeft mevrouw Aendenboom toe dat die voornamelijk van technische aard zijn. Sommige onduidelijkheden in de teksten beperken het CGKR in zijn strijd tegen de mensenhandel : het CGKR kan bijvoorbeeld optreden voor meerderjarige slachtoffers maar niet voor minderjarige. De FOD Justitie is zich bewust van die moeilijkheden en zal binnenkort maatregelen voorstellen om daaraan iets te doen.

Over het kleine aantal uitspraken die in het gerechtelijk arrondissement Brussel zijn gedaan met betrekking tot de bestrijding van de mensenhandel, zegt spreekster dat op dat punt meerdere factoren in het spel kunnen zijn. De beslissingen die genomen worden zonder enige bemoeiing van het CGKR moeten aan het CGKR worden doorgeseind. Voor de dossiers die door het CGKR zelf worden gestart, moet het CGKR eerst op de hoogte worden gesteld van het probleem. Dat hangt af van de opvangcentra voor de slachtoffers, van de slachtoffers zelf, van de parketten, of soms zelfs van de informatie die in de pers wordt gepubliceerd.

Ten slotte kan het grote verschil in aantal beslissingen per gerechtelijk arrondissement ook door een aantal objectieve factoren worden verklaard : voor het arrondissement Brugge beïnvloedt de nabijheid van de zeehaven van Zeebrugge rechtstreeks het aantal dossiers.

Spreekster meldt tot slot dat zij niet op de hoogte is van problemen die veroorzaakt zijn door het te gering aantal tolken. Zij heeft wel gehoord dat de parketten vaak te maken krijgen met mensenhandelaars maar dat de slachtoffers niet of niet meer aanwezig zijn tijdens het proces. Zo heeft het parket in het dossier « Wexford » contact opgenomen met de Ierse politie om de slachtoffers naar België te kunnen laten komen zodat zij een schadevergoeding konden krijgen.

De heer Mahoux komt terug op het verschil tussen « smokkel » en « handel ». Volgens hem wijst « smokkel » op waren die van nature commercieel zijn en zit er een economische dimensie in het begrip. Bij « handel » gaat het veeleer om slavenhandelaars en om slavenhandel. Men moet goed het onderscheid maken tussen die twee begrippen. Indien men de mens in die problematiek weer centraal wil stellen, zou het compleet ongepast zijn te stellen dat « smokkel » over

car cela place l'homme comme un produit commercial. Lorsque cela porte sur des êtres humains, il ne peut être question que de traite.

M. Nimmegeers souscrit à ce qui vient d'être dit. Il est capital que les définitions soient claires tant pour l'opinion publique qu'en ce qui concerne l'interprétation du législateur lui-même. Lorsqu'il s'agit de traite des êtres humains, on doit pouvoir faire une distinction entre ceux qui sont victimes de ce type de trafic et ceux qui choisissent délibérément cette filière.

M. Coveliers réplique que le rapport annuel du CECLR lui a appris qu'il s'agit d'une approche pénale de la question. Dans aucun État démocratique on ne juge ni ne condamne en droit pénal par analogie, mais sur la base d'interdictions claires. Les lois de 1995 ont clairement défini la traite des êtres humains et le trafic des êtres humains en droit pénal. Dans le cas du trafic, les personnes sont transportées d'un pays à l'autre en violation des règles régissant l'immigration. Dans le cas de la traite des êtres humains, il est toujours question d'exploitation. Selon l'intervenant, il est essentiel, du point de vue pénal, que ces définitions subsistent.

M. Hugo Vandenberghe ajoute que dans le cas de la traite des êtres humains, la personne est l'objet du contrat et que dans le cas du trafic des êtres humains, elle est véhiculée en violation de la législation en matière d'immigration.

Mme de T' Serclaes rappelle les raisons historiques qui sont à la base de la distinction entre le trafic et la traite des êtres humains. Le législateur de 1995 a modifié deux types de législation :

— La législation pénale relative à la prostitution, l'exploitation d'autrui ... C'est le phénomène de la traite des femmes qui est à l'origine de ces modifications. Par la suite, on a élargi la problématique à la traite des êtres humains.

— La loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans laquelle un article 77bis a été inséré en vue de réprimer le trafic de personnes dans le cadre de l'immigration.

Au niveau des définitions, l'oratrice pense qu'elles existent dans le cadre international et qu'elles ont été reprises dans notre droit pénal. Par contre, il est probable que la circulaire COL 12/99 devra être adaptée.

M. Mahoux estime que lorsque l'on tente de focaliser une problématique générale sur un problème particulier, l'on risque d'appliquer à la problématique générale l'approche que l'on développe pour le problème particulier. Si l'on accepte de faire une distinction, par rapport à l'être humain, entre trafic et

mensen kan gaan. Dat zou onzinnig zijn aangezien het de mens als een commercieel product voorstelt. Wanneer het over mensen gaat kan er alleen sprake zijn van handel.

De heer Nimmegeers sluit zich aan bij de vorige spreker. Zowel naar de publieke opinie toe als naar de interpretatie van de wetgever zelf, zijn goede définitions van groot belang. Wanneer het mensensmokkel betreft, moet men een onderscheid kunnen maken tussen diegenen die slachtoffer zijn van een dergelijke smokkel en diegenen die er bewust voor kiezen om gesmokkeld te worden.

De heer Coveliers repliqueert dat hij uit het jaarverslag van het CGKR heeft geleerd dat het om een strafrechtelijke benadering van de problematiek gaat. In elk democratisch land wordt er in het strafrecht nooit ge- of veroordeeld naar analogie maar via duidelijke verboden. De wetten van 1995 hebben duidelijk strafrechtelijk bepaald wat mensenhandel is en wat mensensmokkel is. Bij het laatste worden mensen van het ene naar het andere land gebracht met miskenning van de immigratieregels. Bij mensenhandel is er steeds sprake van uitbuiting. Vanuit strafrechtelijk oogpunt is het belangrijk dat deze definities behouden blijven, aldus de spreker.

De heer Hugo Vandenberghe vult aan dat bij mensenhandel de persoon het voorwerp is van het contract en bij de mensensmokkel mensen worden vervoerd op een wijze die ingaat tegen de immigratiwetgeving.

Mevrouw de T' Serclaes herinnert aan de historische redenen die ten grondslag liggen aan het onderscheid tussen mensensmokkel en mensenhandel. De wetgever heeft in 1995 twee reeksen van wetten gewijzigd:

— De strafwetgeving met betrekking tot de prostitution, de uitbuiting van mensen ... Aan de basis van die wijzigingen ligt de vrouwenhandel. Daarna is de problematiek uitgebreid tot de mensenhandel.

— De wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, waarin een artikel 77bis is ingevoegd met als doel de mensensmokkel in het kader van de immigratie te bestraffen.

Wat de definities betreft, denkt spreekster dat die in het internationale kader bestaan en dat ze in ons strafrecht zijn overgenomen. Waarschijnlijk is echter dat de richtlijn COL 12/99 aangepast moet worden.

De heer Mahoux is van mening dat wanneer men een algemeen probleem terugbrengt tot een bijzonder probleem, het risico ontstaat de oplossing voor dit bijzonder probleem te willen toepassen op het algemene probleem. Een onderscheid proberen te maken tussen mensensmokkel en mensenhandel leidt tot weinig

traite, on aboutit à des dérives. Il illustre son propos par l'accident récent dans lequel 18 Albanais ont perdu la vie alors qu'ils cherchaient à gagner l'Italie. Si l'on s'en tient aux définitions légales actuelles, le passeur faisait simplement du trafic puisqu'il aidait, contre paiement, des gens à violer les lois sur l'immigration.

L'orateur estime pour sa part que cette vision est aberrante et contraire aux droits de l'homme car l'on ne pourra jamais considérer l'être humain comme une marchandise. Il plaide pour une remise en question de la distinction actuelle entre le trafic et la traite.

M. De Francesco reprend, pour clarifier les choses, l'exemple donné par M. Mahoux. Un Albanais paie un passage. Selon les définitions actuelles du droit pénal belge, il s'agit en l'occurrence d'un trafic d'êtres humains. Un Albanais qui décroche un passage et doit en payer le prix en travaillant dans un restaurant bruxellois est une victime de la traite des êtres humains. Pour que l'on puisse parler de traite des êtres humains, il faut qu'un élément d'«exploitation» soit présent. Un autre exemple consiste à maintenir les illégaux «financièrement moins défavorisés» plus longtemps en transit à Bruxelles pour en soutirer davantage par le biais de la spéculation sur les loyers. C'est aussi une forme de traite des êtres humains.

L'avantage des protocoles additionnels à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et des décisions-cadres européennes sur la traite des êtres humains et le trafic des êtres humains est qu'ils précisent encore la différence qu'il y a entre les deux. Mais il subsistera toujours des zones d'ombre.

Il se peut par exemple fort bien que l'on ait, dans un même convoi, des victimes de la traite des êtres humains et des victimes du trafic des êtres humains. La peine encourue ainsi que l'accès au statut de «victime de la traite des êtres humains» seront cependant totalement différents.

Mme Aendenboom rappelle que la lutte contre la prostitution et l'exploitation économique était à la base des lois de 1995. À l'origine, les dossiers auxquels le CECLR était confronté concernaient principalement la prostitution. Les convois atteignant parfois des centaines de personnes n'existaient pas encore. Les réseaux auxquels on a à faire de nos jours n'étaient pas encore suffisamment développés à l'époque. Pour la période 2001-2002, Mme Aendenboom ne connaît qu'un seul dossier d'un frère et d'une sœur qui exploitaient trois filles. Pour le reste, tous les autres dossiers concernent des réseaux. Mme Aendenboom reconnaît qu'au fil des ans, une discussion s'est développée sur les notions de «trafic des êtres humains» ou de «traite des êtres humains». Dans un cas comme dans l'autre, toutefois, la misère des victimes est aussi grande.

M. Nimmergeers ajoute qu'actuellement, la situation n'est plus comparable à celle de 1995. Il faut voir

geestverheffende toestanden. Hij illustreert die stelling met een recent voorval, waarbij 18 Albanezen het leven verloren terwijl zij Italië probeerden binnen te raken. Indien men bij de huidige wettelijke definities blijft, deed die mensensmokkelaar gewoon aan mensensmokkel aangezien hij tegen betaling mensen hielp om de immigratiewetten te overtreden.

Spreker vindt dat die zienswijze onlogisch is en tegen de mensenrechten ingaat aangezien niemand een mens als handelwaar mag beschouwen. Hij pleit voor de herziening van het huidige onderscheid tussen smokkel en handel.

De heer De Francesco pikt, ter verduidelijking, aan bij het voorbeeld gegeven door de heer Mahoux. Een Albanee betaalt een overtocht. Volgens de huidige definities in het Belgisch strafrecht, gaat het in dit geval om mensensmokkel. Een Albanee die een overtocht krijgt en de prijs hiervan moet terugbetaLEN door te werken in een Brussels restaurant, is het slachtoffer van mensenhandel. Wil men van mensenhandel kunnen spreken, moet er een element van «uitbuiting» aanwezig zijn. Een ander voorbeeld is dat men bijvoorbeeld de «rijker» illegalen langer in transit in Brussel houdt om extra inkomen te verwerven uit huisjesmelkerij. Dit is ook mensenhandel.

Het voordeel van de aanvullende VN-protocols bij het VN-Verdrag tegen de georganiseerde grensoverschrijdende criminaliteit en de Europese kaderbesluiten betreffende mensenhandel en mensensmokkel, is dat het onderscheid tussen beide nog wordt verduidelijkt. Er zullen echter altijd grijze zones bestaan.

Het is bijvoorbeeld goed mogelijk dat in hetzelfde transport zowel slachtoffers van mensensmokkel als slachtoffers van mensenhandel worden aangetroffen. De strafmaat zal echter totaal verschillend zijn alsook de toegang tot het statuut «slachtoffer van mensenhandel».

Mevrouw Aendenboom wijst erop dat de strijd tegen prostitutie en economische uitbuiting de grondslag was voor de wetten van 1995. Initieel waren de dossiers waarmee het CGKR werd geconfronteerd voor een belangrijk deel prostitutedossiers. De transporten van soms honderden mensen bestonden toen nog niet. De netwerken waarmee men heden ten dage wordt geconfronteerd, waren toen nog niet voldoende ontwikkeld. Voor de periode 2001-2002 kent mevrouw Aendenboom slechts één dossier van een broer en een zus die drie meisjes uitbuitten. Voor het overige betreft het allemaal dossiers van netwerken. Mevrouw Aendenboom erkent dat er door de jaren heen inderdaad discussie is ontstaan over de libellering «mensensmokkel» of «mensenhandel». De ellende voor de slachtoffers is echter even groot.

De heer Nimmergeers voegt hieraan toe dat de situatie vandaag de dag niet meer vergelijkbaar is met de

la réalité sociologique en face; c'est par vagues entières que les gens affluent aujourd'hui en Europe occidentale, y compris dans notre pays.

Il faut donc adapter les lois de 1995 à la réalité sociologique.

Alors qu'en 1995 on visait surtout la prostitution féminine, la prostitution masculine connaît aujourd'hui un succès sans précédent. C'est un élément neuf dont il y a lieu de tenir compte.

Mme de T' Serclaes rappelle que les dispositions du Code pénal en la matière sont «asexuées».

Elle estime que le problème mis en exergue par le CECLR est celui du statut des victimes. Dans de nombreux dossiers, des illégaux, qui tentaient de passer vers l'Angleterre, étaient considérés comme des victimes d'un trafic mais pas des victimes de la traite des êtres humains. Ces personnes ne bénéficient donc pas du statut spécial réservé aux victimes de la traite. C'est sur ce plan là qu'il faut légiférer pour permettre aux centres d'accueil d'intervenir également lorsque l'on est confronté à des réseaux de passeurs.

M. Ceder aimerait obtenir davantage d'informations sur l'ampleur de l'impact du CECLR sur la politique des poursuites pénales en matière de traite des êtres humains. Combien de fois par an le CECLR se constitue-t-il partie civile (en 2003 par exemple)? Dans quel type d'affaires le CECLR le fait-t-il? Quels critères applique-t-il en l'espèce? S'agit-il par exemple d'affaires dont le CECLR pense que le parquet reste en défaut d'agir et pour laquelle le Centre tente lui-même de déclencher l'action publique en recourant à la constitution de partie civile ou à la citation directe?

Mme Aendenboom répond que le nombre de dossiers peut varier fortement d'une année à l'autre. Il est arrivé qu'il y ait cinq dossiers une année et quinze l'année suivante. C'est ainsi que le dossier des triades chinoises a déjà donné naissance à quatre ou cinq nouveaux dossiers. Dès que l'on peut déduire des faits rassemblés que l'on a à faire à un réseau, le CECLR se constitue partie civile. En 2003, il y a eu une dizaine de dossiers importants. Par «importants» il faut entendre qu'il pourrait s'agir de réseaux.

Cette intervention du CECLR est importante aussi pour constater des tendances et en informer les responsables politiques. Les réseaux et l'exploitation économique constituent à cet égard deux nouvelles tendances.

Les dossiers couvrent l'ensemble du territoire belge mais, pour des raisons évidentes, il y a davantage de dossiers pendant, par exemple, à Bruges, Anvers et Charleroi.

M. Ceder demande s'il existe des affaires qui, sans la constitution de partie civile du CECLR, n'auraient pas été portées en justice, ou s'il arrive que la justice

situatie van 1995. Men moet oog hebben voor de sociologische realiteit; nu komen er stromen van mensen naar West-Europa en ook naar ons land.

De wetten van 1995 moeten dan ook aan de sociologische realiteit worden aangepast.

Waar in 1995 voornamelijk de vrouwelijke prostitutie werd geviseerd, bloeit de mannelijke prostitutie vandaag de dag als nooit tevoren. Dit is een nieuw gegeven waarmee rekening moet worden gehouden.

Mevrouw de T' Serclaes herinnert eraan dat de bepalingen in het Strafwetboek terzake asexueel zijn.

Zij denkt dat het bij het probleem dat het CGKR aanhaalt, eigenlijk gaat om het statuut van de slachtoffers. In vele dossiers worden de illegalen die naar Engeland probeerden over te steken, beschouwd als slachtoffers van smokkel, maar niet als slachtoffers van mensenhandel. Zij genieten dus niet het bijzondere statuut dat is voorbehouden voor de slachtoffers van de mensenhandel. Op dit vlak moet er wetgevend worden opgetreden, zodat de onthaalcentra ook kunnen reageren wanneer zij geconfronteerd worden met netwerken van mensensmokkelaars.

De heer Ceder wenst meer informatie over de omvang van de impact van het CGKR op het strafvervolgingsbeleid inzake mensenhandel. Hoeveel burgerlijke partijstellingen doet het CGKR per jaar, bijvoorbeeld voor 2003? In welke soort zaken stelt het CGKR zich burgerlijke partij? Welke criteria worden hierbij gehanteerd? Zijn dit bijvoorbeeld zaken waarvan het CGKR meent dat het parket in gebreke blijft en waarbij het CGKR zelf poogt om de strafvervolging op gang te brengen via burgerlijke partijstelling of rechtstreekse dagvaarding?

Mevrouw Aendenboom antwoordt dat het aantal dossiers van jaar tot jaar sterk kan verschillen. Het ene jaar waren er 5 dossiers, het andere jaar 15. Zo zijn bijvoorbeeld uit het dossier van de Chinese triades reeds 4 of 5 andere dossiers voortgevloeid. In de mate dat het CGKR uit de verzamelde feiten kan afleiden dat er sprake is van een netwerk, stelt het CGKR zich burgerlijke partij. Voor 2003 waren er ongeveer 10 belangrijke dossiers. Belangrijk betekent dan dat er sprake zou kunnen zijn van netwerken.

Dit optreden van het CGKR is ook belangrijk om tendensen vast te stellen en mee te delen aan de politieke verantwoordelijken. Zo zijn twee nieuwe tendensen de netwerken en de economische uitbuiting.

De dossiers zitten gespreid over heel België maar om evidente redenen zijn er meer dossiers aanhangig in bijvoorbeeld Brugge, Antwerpen en Charleroi.

De heer Ceder vraagt of er zaken zijn die zonder de burgerlijke partijstelling van het CGKR niet de rechtbank zouden gezien hebben of dat Justitie zelf contact

demande elle-même au CECLR s'il souhaite ou non se constituer partie civile.

M. De Francesco répond que les deux situations se présentent. Dans certains cas, le CECLR se constitue partie civile à la demande du parquet. Dans d'autres cas, le Centre part d'un seul dossier qui, après examen, est relié à d'autres, après quoi le Centre se constitue partie civile dans le but, notamment, de demander des devoirs d'enquête complémentaires au juge d'instruction pour que l'on puisse retenir la prévention de traite d'êtres humains, et pas seulement l'infraction à la législation sociale, par exemple.

À titre d'exemple, Mme Aendenboom rappelle l'affaire ayant impliqué une entreprise de transport anversoise. Le parquet n'a pas retenu la prévention de traite d'êtres humains, parce que l'élément «exploitation» n'avait pas été retenu. Le CECLR interviendra dans cette affaire, car il estime qu'il y a suffisamment d'indices pour soutenir l'exploitation économique.

M. Hugo Vandenberghe aimerait savoir pourquoi il est si difficile de prouver l'exploitation économique.

Mme Aendenboom répond que le CECLR a constaté que les dossiers comportant des confiscations de passeports donnaient lieu à des jugements contradictoires. Certains tribunaux estiment que le fait d'être logé et nourri et de bénéficier d'une rémunération minimale sont des indices suffisants pour réfuter l'accusation de traite d'êtres humains. D'autres tribunaux, en revanche, ne partagent pas cet avis. Ainsi, par exemple, le cas d'un ouvrier qui logeait chez son employeur, dont il partageait la vie de la famille, mais qui était employé de manière tout à fait illégale, a donné lieu à une condamnation pour exploitation économique.

Mme de T' Serclaes constate, à la page 9 du rapport annuel, que «le Centre espère que le projet d'arrêté royal visant la répression du trafic et de la traite des êtres humains sera publié le plus rapidement possible au *Moniteur belge*. Cet arrêté royal institue une (nouvelle) Cellule interdépartementale de coordination destinée à lutter contre la traite et le trafic d'êtres humains. Un bureau est également créé. Le Centre assurera le secrétariat aussi bien de la Cellule que du Bureau.». Elle demande si l'arrêté a entre-temps été publié et ce que cela va changer par rapport à la task force mise sur pied au sein du cabinet du premier ministre.

D'autre part, le CECLR plaide pour des enquêtes plus approfondies afin de s'attaquer aux véritables réseaux et pas aux seuls exécutants. L'intervenant met en garde contre le danger d'avoir des enquêtes qui n'aboutissent plus à aucune condamnation à force de

opneemt met het CGKR met de vraag of het zich burgerlijke partij wenst te stellen of niet.

De heer De Francesco antwoordt dat beide situaties zich voordoen. In een aantal gevallen stelt het CGKR zich burgerlijke partij op verzoek van het parket. In andere gevallen vertrekt het CGKR van één dossier dat na onderzoek wordt gelinkt aan andere dossiers, waarna het CGKR de stap naar de burgerlijke partijstellung doet, ondermeer om bijkomende onderzoeks-daden te vragen aan de onderzoeksrechter opdat de tenlastelegging «mensenhandel» zou kunnen worden weerhouden en niet bijvoorbeeld enkel de «overtreding van de sociale wetgeving».

Bij wijze van voorbeeld, brengt mevrouw Aendenboom de zaak in herinnering betreffende een Antwerps transportbedrijf. Het parket heeft in deze zaak de tenlastelegging «mensenhandel» niet weerhouden omdat het element «uitbuiting» niet werd weerhouden. Het CGKR zal in deze zaak tussenkommen omdat het van oordeel is dat er voldoende gegevens zijn om de aanklacht van «economische uitbuiting» hard te maken.

De heer Hugo Vandenberghe wenst te weten waarom het zo moeilijk is om economische uitbuiting te bewijzen.

Mevrouw Aendenboom antwoordt dat het CGKR heeft vastgesteld dat er bijvoorbeeld tegenstrijdige uitspraken bestaan over dossiers waarbij iemands paspoort werd ingehouden. Sommige rechtbanken zijn van oordeel dat kost en inwoon en een minimaal loon voldoende indicaties zijn om de aanklacht van «mensenhandel» te verwerpen. Andere rechtbanken zijn deze mening echter niet toegedaan. Een voorbeeld waarbij de arbeider logeerde bij de werkgever thuis, mee leefde met de familie, maar volledig illegaal werd tewerkgesteld, heeft geleid tot een veroordeling voor economische uitbuiting.

Mevrouw de T' Serclaes stelt vast dat het CGKR op bladzijde 9 van het jaarverslag «hoopt (...) dat het ontwerp koninklijk besluit ter bestrijding van de mensensmokkel en mensenhandel zo snel mogelijk in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd. Dit koninklijk besluit richt een (nieuwe) Interdepartemente Coördinatiecel ter bestrijding van de mensensmokkel en mensenhandel op. Tevens wordt hierbij een bureau gecreëerd. Het CGKR zal zowel van de Cel als van het Bureau het secretariaat waarne-men.» Zij vraagt of het koninklijk besluit intussen verschenen is en wat het zal veranderen met betrekking tot de task force die in het kabinet van de eerste minister is opgericht.

Voorts pleit het CGKR voor grondiger onderzoek zodat men zich kan toespitsen op de echte netwerken en niet alleen op de leden ervan. Spreekster waarschuwt voor onderzoeken die tot geen enkele veroordeling meer leiden, omdat men steeds probeert het

vouloir démasquer l'ensemble du réseau. Il n'est pas facile de trouver un juste équilibre entre des enquêtes rapides et efficaces mais suffisamment approfondies.

Enfin, si le CECLR veut que des enquêtes approfondies soient effectuées sur le terrain, il faudra disposer de la capacité policière suffisante pour les mener à bien. Or, si l'on en croit les juges d'instructions, c'est là que le bât blesse.

En réponse à la première question, M. De Francesco précise que la Task Force placée sous la direction du premier ministre ne s'est plus réunie depuis un an. Elle avait pour principal objectif d'assurer l'exécution de l'arrêté royal du 16 juin 1995 relatif à la mission et la compétence du CECLR en matière de lutte contre la traite internationale des êtres humains, ainsi qu'à l'exécution de l'article 11, § 5, de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie enfantine, et ce, pour mettre au point le fonctionnement de la Cellule de coordination interdépartementale.

Peu avant les élections du 18 mai 2003, plusieurs points essentiels du projet d'arrêté royal ont été modifiés par le Conseil des ministres. Le CECLR plaide pour que le projet d'arrêté royal soit publié le plus rapidement possible, car il est confronté, sur le terrain, à une forte demande de coordination. Si l'on confie le secrétariat au CECLR, celui-ci pourra garantir un suivi plus efficace.

Cette matière relève de la compétence de la ministre de la Justice.

M. Vandenberghe aimeraient savoir en quoi consisteront concrètement les compétences de la Cellule de coordination interdépartementale et quelle sera sa relation avec le parquet fédéral. En effet, le parquet fédéral a été institué précisément pour assurer la coordination et l'approche globale intégrée de la politique des poursuites pénales. C'est ainsi qu'il est compétent pour la criminalité organisée. Or, la traite des êtres humains est une forme de criminalité organisée. L'intervenant s'étonne dès lors de ne trouver, dans le rapport annuel du CECLR, aucune référence à la collaboration avec le parquet fédéral.

M. De Francesco explique qu'une Cellule de coordination interdépartementale existait déjà depuis 1995 et qu'elle a fonctionné jusqu'en 1999. On a ensuite créé la «Task Force», placée sous la direction du premier ministre. Celle-ci n'a fonctionné que pendant un an. L'idée du gouvernement est de doter la Cellule de coordination interdépartementale d'une structure permanente et de créer un bureau à cet effet.

L'intervenant précise ensuite que la Cellule de coordination interdépartementale réunit divers

volledige netwerk op te rollen. Het is niet gemakkelijk het juiste evenwicht te vinden in snelle en doeltreffende onderzoeken die tegelijk ook grondig genoeg moeten verlopen.

Indien het CGKR ten slotte ook wil dat er diepgaand onderzoek op het terrein wordt verricht, moet de politie ook over voldoende mankracht beschikken om dat uit te voeren. Volgens de onderzoeksrechters wringt daar juist het schoentje.

De heer De Francesco antwoordt op de eerste vraag dat de Task Force onder leiding van de eerste minister sedert een jaar niet meer bijeen werd geroepen. Deze Task Force zou als voornaamste doelstelling hebben het uitvoeren van het koninklijk besluit van 16 juni 1995 betreffende de opdracht en bevoegdheid van het CGKR inzake de bestrijding van de internationale mensenhandel, alsook tot uitvoering van artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie. Dit om de werking van de Interdepartementale Coördinatiecel op punt te stellen.

Kort voor de verkiezingen van 18 mei 2003, werd het ontwerp van koninklijk besluit door de Ministerraad op een aantal essentiële punten gewijzigd. Het CGKR is er voorstander van dat het ontwerp-KB zo snel mogelijk zou worden gepubliceerd. Het CGKR wordt op het terrein immers met een grote vraag naar coördinatie geconfronteerd. Door het secretariaat toe te vertrouwen aan het CGKR, zal deze een betere opvolging kunnen verzekeren.

De minister van Justitie is bevoegd voor deze aangelegenheid.

De heer Hugo Vandenberghe wenst te weten wat de concrete bevoegdheden van de Interdepartementale Coördinatiecel zullen zijn en hoe deze cel zich zal verhouden tot het federaal parket. Het federaal parket werd immers opgericht om juist de coördinatie en de globale, geïntegreerde aanpak te realiseren voor het strafvervolgingsbeleid. Zo is het federaal parket bevoegd voor de georganiseerde criminaliteit. Mensenhandel is een vorm van georganiseerde criminaliteit. Het verbaast spreker dan ook dat in het jaarverslag van het CGKR met geen woord wordt gerept over samenwerking met het federaal parket.

De heer De Francesco verduidelijkt dat er reeds een Interdepartementale Coördinatiecel bestond sedert 1995. Deze cel heeft gefunctioneerd tot 1999. Vervolgens werd onder leiding van de eerste minister de «Task Force» opgericht, die slechts een jaar gefunctioneerd heeft. De idee van de regering is om de Interdepartementale Coördinatiecel een bestendige structuur te geven en er een bureau voor op te richten.

Spreker vervolgt dat de Interdepartementale Coördinatiecel verschillende actoren verenigt, terwijl de

acteurs, alors que la mission du parquet fédéral se situe complètement dans le domaine de la politique des poursuites pénales.

Il rappelle que toutes les commissions parlementaires compétentes en la matière ont conclu que toute approche intégrée dans la lutte contre la traite des êtres humains devait être basée sur deux piliers: un pilier humanitaire et un pilier policier. Ces deux piliers doivent aussi être représentés de manière équilibrée au sein de la Cellule de coordination interdépartementale. L'ensemble du secteur humanitaire et le CECLR attendent impatiemment le redémarrage de la structure intégrée.

M. Hugo Vandenberghe souligne cependant qu'il faudra prévoir des garanties suffisantes pour préserver le secret de l'instruction et pour veiller à ce que les avocats des prévenus ne puissent pas invoquer des arguments de procédure au motif qu'un dossier aurait été abordé au sein de la Cellule de coordination interdépartementale, où il aurait fait l'objet d'analyses stratégiques alors que l'instruction n'était pas close. En procédant de la sorte, on prend de très gros risques juridiques et on risque véritablement de favoriser les fuites vers le milieu criminel.

M. De Francesco répond qu'aujourd'hui le problème est qu'il n'y a pas de forum au sein duquel on pourrait aborder des problèmes qui concernent pourtant divers services. La Cellule de coordination interdépartementale, par exemple, serait le lieu idéal pour discuter du financement structurel des trois centres d'accueil, des problèmes de l'inspection sociale, des problèmes entre les parquets et les auditroats du travail, etc.

M. Hugo Vandenberghe rappelle que le parquet fédéral a été institué précisément pour faciliter, par exemple, la coordination entre les parquets et les auditroats.

M. De Francesco répond que, selon les informations qui parviennent au CECLR, on est réticent à transmettre ces dossiers au parquet fédéral.

M. Hugo Vandenberghe estime qu'en l'espèce, le parquet fédéral devrait également être entendu par la commission.

M. Verreycken a constaté qu'une des nouvelles tendances consiste à proposer des êtres humains sur internet. Il y avait ainsi un site qui proposait des garçons russes livrables en Allemagne (zone Schengen) contre paiement comptant.

Le CECLR dispose-t-il des moyens techniques permettant de détecter ce type de traite des êtres humains? Le CECLR a-t-il des contacts avec la

taak van het federaal parket zich volledig situeert in het strafvervolgingsbeleid.

Hij herinnert eraan dat alle bevoegde parlementaire commissies terzake concludeerden dat iedere geïntegreerde aanpak in de strijd tegen de mensenhandel steeds moet bestaan uit twee pijlers, zowel een humanitaire als een politieke pijler. Ook in de Interdepartementale Coördinatiecel moeten beide pijlers op een evenwichtige wijze vertegenwoordigd zijn. Heel de humanitaire sector wacht, tezamen met het CGKR, ongeduldig op de heropstart van de geïntegreerde structuur.

De heer Hugo Vandenberghe wijst er echter op dat er toch voldoende waarborgen zullen moeten worden ingebouwd om het geheim van het onderzoek te vrijwaren en er tevens op te letten dat de advocaten van de verdachten geen procedure-argumenten zouden kunnen inroepen omwille van het feit dat een dossier ter sprake zou zijn gebracht in de Interdepartementale Coördinatiecel die strategische analyses zou maken terwijl het gerechtelijk onderzoek niet is afgesloten. Met deze werkwijze neemt men zeer grote juridische risico's en is het risico van lekken naar het misdaadmilieu reëel.

De heer De Francesco antwoordt dat het probleem op vandaag erin bestaat dat er geen forum is waar problemen kunnen worden aangekaart die nochtans verschillende diensten aanbelangen. De Interdepartementale Coördinatiecel zou bijvoorbeeld de plek bij uitstek kunnen zijn waar bijvoorbeeld de structurele financiering van de 3 opvangcentra zou kunnen worden besproken, de problemen met de sociale inspectie, de problemen tussen de parketten en de arbeidsauditoraten,

De heer Hugo Vandenberghe meent dat voor bijvoorbeeld de coördinatie tussen de parketten en de auditoraten juist het federaal parket werd opgericht.

De heer De Francesco antwoordt dat, volgens de informatie die op het CGKR toekomt, men er weigerachtig tegenover staat om deze dossiers over te dragen naar het niveau van het federale parket.

De heer Hugo Vandenberghe is van oordeel dat in deze het federaal parket ook door de commissie zou moeten worden gehoord.

De heer Verreycken heeft vastgesteld dat één van de nieuwste tendensen het aanbieden van mensen via het Internet is. Zo was er een internetsite waarbij Russische jongens werden aangeboden die leverbaar waren in Duitsland (Schengengebied) tegen contante betaling.

Heeft het CGKR de technische mogelijkheden om dergelijke mensenhandel op te sporen? Heeft het CGKR contacten met de Federal Computer Crime

«Federal Computer Crime Unit» (FCCU) de la police fédérale, qui, elle, possède le savoir-faire nécessaire ?

Mme Aendenboom répond que des représentants de la FCCU ont également assisté aux réunions de la Task Force organisée sous l'égide du premier ministre. Une journée d'étude a aussi été consacrée à ce thème il y a un an. Le projet d'arrêté royal évoqué précédemment prévoyait de rendre cette coopération permanente. En ce qui concerne la traite des êtres humains sur internet, le CECLR n'en est en fait encore nulle part. Le centre ne dispose pas de moyens techniques suffisants. De plus, même si la «marchandise» était livrable en Belgique, il faudrait voir à chaque fois jusqu'où on peut remonter la filière. Le CECLR est donc demandeur d'un renforcement de la coopération avec la FCCU.

M. Verreycken estime qu'il doit en tout cas y avoir un organe qui dispose des moyens techniques nécessaires pour faire cesser ce type de commerce illicite. La FCCU pourrait sans doute venir en aide au CECLR à cet égard. On pourrait ainsi combattre activement la traite des êtres humains via internet, du moins en Belgique.

Mme Aendenboom souscrit à cette analyse et est également d'avis que cette méthode ne peut pas se limiter à la Belgique et qu'elle devrait pouvoir être appliquée au niveau européen.

M. Nimmergeers demande si le CECLR collabore avec Child Focus. L'intervenant a en effet constaté que Child Focus aussi a obtenu des résultats dans ce domaine.

M. De Francesco répond qu'il y a une étroite collaboration avec Child Focus. Child Focus publiera en février 2004 une étude sur la traite des enfants. Le CECLR a largement contribué à cette publication.

L'intervenant souligne cependant que l'offre d'enfants et d'organes sur les sites est-européens est énorme, si bien que la lutte contre ces activités est un véritable travail de titan. Les spécialistes par excellence dans cette matière sont les acteurs de la FCCU. Pour travailler le plus efficacement possible, un organe de coordination reste plus que souhaitable. Au niveau européen, Europol et Interpol sont très attentifs à cette forme de traite des êtres humains. En Allemagne, c'est le Bundeskriminalamt (BKA) qui est chargé de la lutte contre la traite des enfants.

M. Mahoux revient à la question de la place et du rôle du CECLR dans la lutte contre la traite des êtres humains. Il estime que le Centre a pour vocation d'être le réceptacle des victimes. Son rôle est plutôt d'être partie civile. Le Centre n'a pas à se substituer au parquet même s'il peut aiguillonner le parquet lorsque celui-ci reste inactif. Enfin, c'est au parquet fédéral qu'il revient de sensibiliser les parquets à la problématique de la traite des êtres humains.

Unit (FCCU) van de federale politie, die wel over deze *know how* beschikt ?

Mevrouw Aendenboom antwoordt dat op de vergaderingen van de Task Force onder leiding van de eerste minister, ook vertegenwoordigers van de FCCU aanwezig waren. Een jaar geleden werd aan dit thema tevens een studiedag gewijd. In het ontwerp-koninklijk besluit waarvan *supra* sprake, was voorzien dat deze samenwerking permanent zou worden gemaakt. Op het gebied van Internet en mensenhandel staat het CGKR op dit ogenblik eigenlijk nergens. Het CGKR beschikt hiervoor over onvoldoende technische middelen. Bovendien, zelfs als het aanbod leverbaar is tot in België, moet telkens worden onderzocht hoever men kan teruggaan om de echte aanbieders op te sporen. Het CGKR is dan ook vragende partij voor een nauwe samenwerking met de FCCU.

De heer Verreycken is van oordeel dat er in elk geval een orgaan moet bestaan die de technische mogelijkheden moet hebben om de aanbiedingspoorten van dergelijke zaken te sluiten. De FCCU zou het CGKR daarbij wellicht kunnen helpen. Op deze wijze zou, in elk geval in België, het verhandelen van mensen via internet actief bestreden worden.

Mevrouw Aendenboom steunt deze analyse en is tevens van oordeel dat een dergelijke werkwijze zich niet louter tot België mag beperken, maar ook op Europees niveau mogelijk zou moeten zijn.

De heer Nimmergeers vraagt of het CGKR samenwerkt met Child Focus. Spreker heeft immers vastgesteld dat Child Focus ook in dit domein resultaten heeft geboekt.

De heer De Francesco antwoordt dat er een nauwe samenwerking met Child Focus bestaat. In februari 2004 zal er een studie van Child Focus worden gepubliceerd inzake kinderhandel. Het CGKR heeft een belangrijke bijdrage geleverd voor deze publicatie.

Speker wijst er wel op dat het aanbod van kinderen en ook organen op Oosteuropese websites enorm is, wat maakt dat de bestrijding ervan een titanenwerk is. De specialisten terzake zijn echter bij uitstek de actoren bij de FCCU. Om zo efficiënt mogelijk te kunnen werken, blijft een coördinatie-orgaan meer dan wenselijk. Op Europees niveau besteden ook Europol en Interpol veel aandacht aan deze vorm van mensenhandel. In Duitsland is bovendien het Bundeskriminalamt (BKA) actief in de bestrijding van kinderhandel.

De heer Mahoux komt terug op de plaats en de rol van het CGKR in de strijd tegen de mensenhandel. Hij meent dat het CGKR een taak heeft als trefpunt voor de slachtoffers. Dat is veeleer een rol als burgerlijke partij. Het CGKR hoeft de plaats van het parket niet in te nemen al kan het wel het parket tot actie aansporen wanneer het stilzit. Het is echter de taak van het federale parket om de parketten bewust te maken van het probleem van de mensenhandel.

M. Hugo Vandenberghe précise que son intervention antérieure ne visait pas à remettre en cause la place et le rôle du CECLR. Il souhaitait simplement s'informer sur le rôle joué par le parquet fédéral dans la lutte contre la traite des êtres humains. Le législateur a chargé le parquet fédéral de mener une politique globale de lutte contre la criminalité organisée dont la traite des êtres humains est un volet. Or, cet aspect de la problématique n'est pas traité dans le rapport annuel.

Mme Nyssens demande si le collège des procureurs généraux a été associé à la rédaction du rapport annuel et plus spécifiquement le procureur général qui est, au sein du Collège, chargé de la problématique de la lutte contre la traite des êtres humains. Est-ce toujours Mme Thily qui est en charge de ce dossier au sein du collège des procureurs généraux ? Le Centre a-t-il des contacts avec le procureur général ?

L'oratrice demande également si la question du financement structurel des trois centres d'accueil des victimes a déjà été réglée. Quel est le niveau de pouvoir compétent pour assurer ce financement structurel ?

Mme Aendenboom confirme que le procureur général de Liège est toujours en charge du dossier traite des êtres humains. Le CECLR rencontrait Mme Thily tous les quinze jours lorsque la task force était en place au sein du cabinet du premier ministre.

M. De Francesco répond que le financement des trois centres d'accueil spécialisés est un problème complexe, étant donné que cette matière relève à la fois de l'autorité fédérale et des communautés. La politique en matière de traite des êtres humains est une matière fédérale par excellence, tandis que l'aide aux personnes relève de la compétence exclusive des communautés. Pour l'instant, les centres d'accueil sont donc subventionnés par plusieurs canaux. Au fédéral, ils sont financés par la Loterie Nationale, par les budgets de l'ancienne direction « Égalité des chances » du ministère de l'Emploi et du Travail. Les structures d'accueil, quant à elles, sont financées par les communautés. La moindre diminution du financement assuré par ces canaux entraîne toutefois que l'on est contraint de faire des économies sur le personnel, par exemple en réduisant les effectifs d'une unité ou en supprimant des permanences du week-end.

Le CECLR a déjà, dans le cadre de la lutte contre la traite des êtres humains, défendu l'option consistant à partir de la victime. En fonction de la manière dont elle collabore avec la Justice, la victime pourra éventuellement se voir délivrer un permis de séjour définitif.

Les conditions doivent cependant être de telle nature que les victimes puissent relater ce qui leur est arrivé de la manière la plus fidèle possible. Si la loi

De heer Hugo Vandenberghe verduidelijkt dat zijn eerdere interventie niet bedoeld was om de plaats en de rol van het CGKR in twijfel te trekken. Hij wenste alleen informatie te krijgen over de rol die het federaal parket speelt in de strijd tegen de mensenhandel. De wetgever heeft het federaal parket de opdracht gegeven om een algemeen beleid tegen de georganiseerde misdaad te voeren, waar de mensenhandel deel van uitmaakt. Dat aspect van de problematiek komt in het jaarverslag echter niet aan bod.

Mevrouw Nyssens vraagt of het college van procureurs-generaal betrokken was bij het opstellen van het jaarverslag en meer bepaald de procureur-generaal die binnen het college belast is met de strijd tegen de mensenhandel. Is het nog steeds mevrouw Thily die bij het college van procureurs-generaal dat dossier behandelt ? Heeft het CGKR contact met de procureur-generaal ?

Spreekster vraagt ook of de kwestie van de structurele financiering van de drie opvangcentra voor slachtoffers al geregeld is. Welke overheidsdienst is bevoegd voor die structurele financiering ?

Mevrouw Aendenboom bevestigt dat de procureur-generaal van Luik nog steeds belast is met het dossier over de mensenhandel. Het CGKR had om de twee weken een ontmoeting met mevrouw Thily toen de *task force* bij het kabinet van de eerste minister actief was.

De heer De Francesco antwoordt dat de financiering van de drie gespecialiseerde opvangcentra een complex probleem is aangezien zowel de federale overheid als de gemeenschappen terzake bevoegd zijn. Het beleid inzake mensenhandel is bij uitstek een federale aangelegenheid, maar bijstand aan personen behoort tot de exclusieve bevoegdheid van de gemeenschappen. De opvangcentra worden op dit ogenblik dan ook gesubsidieerd via verschillende subsidiekanaal. Op federaal niveau worden zij gefinancierd vanuit de Nationale Loterij, vanuit de budgetten van de vroegere directie « Gelijke Kansen » van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid; de opvangstructuren worden gefinancierd via de gemeenschappen. Elke kleine besparing in deze subsidiekanaal heeft echter voor gevolg dat er op personeel moet worden bespaard, bijvoorbeeld het afvloeien van een persoon of het afschaffen van weekendpermanenties.

Het CGKR heeft steeds in de strijd tegen de mensenhandel de optie verdedigd om te vertrekken vanuit het slachtoffer. Afhankelijk van zijn medewerking met Justitie, krijgt het slachtoffer eventueel een definitieve verblijfsvergunning.

De omstandigheden moeten evenwel van die aard zijn dat de slachtoffers hun wedervaren zo getrouw mogelijk kunnen doen. Als men bij wet de opvang

impose que l'accueil ait lieu dans un centre spécialisé, les autorités devront aussi veiller à ce que ces centres d'accueil puissent offrir cet encadrement dans les meilleures conditions possibles.

L'accueil ne peut se limiter à une formule de type «logement et petit déjeuner»; il doit aussi comprendre une assistance juridique et psychosociale. Bien que la demande visant à mettre en place un financement structurel pour les trois centres d'accueil spécialisés soit à l'agenda politique depuis 1993, aucune solution n'est encore en vue, selon M. De Francesco.

M. Hugo Vandenberghe souhaite obtenir des précisions sur le point 2.5.3. du rapport annuel du CECLR, intitulé «la co-responsabilité financière des donneurs d'ordre: une nécessité», notamment à la lumière de la loi permettant l'incrimination des personnes morales. L'on constate en effet un phénomène de délocalisation des entreprises, couplée à l'occupation de main d'œuvre (en noir) en Belgique. Les dispositions légales existantes ne suffisent-elle pas pour poursuivre les commanditaires en responsabilité? Ils sont en effet soit coauteurs, soit complices.

Mme Aendenboom précise la position du CECLR à l'aide d'un exemple fictif. Un atelier de couture clandestin vend ses produits finis à un atelier de couture officiel qui les revend ensuite à une grande chaîne de prêt-à-porter. Si cette chaîne de prêt-à-porter constraint un atelier à produire à vil prix et que la seule échappatoire que ce dernier trouve est de recourir au travail clandestin, il faut se demander s'il n'y aurait pas lieu de poursuivre aussi la chaîne de prêt-à-porter, plutôt que de ne poursuivre que le responsable de l'atelier de couture.

M. Hugo Vandenberghe en déduit qu'en travaillant avec des intermédiaires, le vendeur final au public ne sait pas — ou peut en tout cas entretenir le doute quant au fait qu'il savait — que ses produits proviennent d'ateliers illégaux, dès lors que le prix qu'il a payé pour les produits en question est nettement inférieur au prix du marché.

M. De Francesco ajoute que le CECLR a été contacté un jour par un grand fabricant de chaussures qui souhaitait réaliser un objectif humanitaire dans le cadre d'un «ordre de mission». Ce projet de collaboration avec le CECLR a été rejeté par la direction internationale de l'entreprise parce qu'elle ne pouvait pas garantir que ses chaussures n'étaient pas fabriquées dans des conditions d'exploitation économique.

M. Hugo Vandenberghe précise encore que la difficulté est de savoir si les produits ont été fabriqués à l'intérieur de l'Union européenne, dans des ateliers

door een gespecialiseerd centrum verplicht, moet de overheid er ook voor zorgen dat deze opvangcentra dergelijke begeleiding in de beste omstandigheden kunnen aanbieden.

De opvang mag niet louter bestaan uit het aanbieden van een «bed and breakfast»-formule, er moet ook juridische en psychosociale bijstand worden verleend. De vraag naar de structurele financiering van de drie gespecialiseerde opvangcentra staat reeds op de politieke agenda sedert 1993 en een oplossing is, aldus de heer De Francesco, nog steeds niet in zicht.

De heer Hugo Vandenberghe wenst meer verduidelijking bij de stelling in het jaarverslag van het CGKR op blz. 28, punt 2.5.3. «de financiële medeverantwoordelijkheid van de opdrachtgevers: een noodzaak», mede in het licht van de wet op de strafbaarstelling van de rechtspersonen. Volgend fenomeen doet zich immers voor: delocalisatie van ondernemingen maar met tewerkstelling (in het zwart) in eigen land. De vennootschap moet toch weten dat zij te maken heeft met personeelsleden die onregelmatig in België verblijven. Volstaan de bestaande wettelijke bepalingen niet om de opdrachtgevers aansprakelijk te stellen? Ze zijn immers ofwel mededader ofwel medeplachtinge.

Mevrouw Aendenboom verduidelijkt de stelling van het CGKR op basis van volgend fictief voorbeeld. Een clandestien naaiatelier verkoopt zijn afgewerkte producten door aan een officieel naaiatelier, dat vervolgens doorverkoopt aan een grote kledingketen. Als deze kledingketen een atelier verplicht om tegen een zeer lage prijs te produceren en deze laatste bijgevolg zijn toevlucht neemt tot illegale tewerkstelling, moet men zich de vraag stellen of deze kledingketen ook niet aansprakelijk zou moeten kunnen worden gesteld en niet alleen de verantwoordelijke voor het naaiatelier.

De heer Hugo Vandenberghe begrijpt hieruit dat door het werken met tussenpersonen de uiteindelijke verkoper aan het publiek niet weet of in elk geval voldoende twijfel kan zaaien of hij wel wist dat zijn producten van illegale ateliers kwamen, gezien de prijs die hij voor zijn product heeft betaald beduidend onder de marktprijs ligt.

De heer De Francesco vult nog aan dat het CGKR ooit werd gecontacteerd door een grote schoenenfabrikant die in het kader van een «mission statement» een humanitair doel wenste te realiseren. Dit project, in samenwerking met het CGKR, werd afgewezen door het internationaal management van dit bedrijf omdat zij niet konden garanderen dat hun schoenen niet in omstandigheden van economische uitbuiting waren gemaakt.

De heer Hugo Vandenberghe verduidelijkt nog dat de moeilijkheid hierin bestaat te achterhalen of producten binnen de Europese Unie werden geprodu-

clandestins, ou dans des pays à bas salaires où le travail des enfants existe toujours ...

Ensuite, M. Hugo Vandenberghe souhaite que l'on examine de plus près la question de l'état de ratification de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des protocoles additionnels à cette convention.

IV. CONCLUSIONS DES COMMISSIONS ET POINTS MÉRITANTS UNE ATTENTION PARTICULIÈRE

En tant que président de la commission, M. Hugo Vandenberghe attire l'attention sur les points suivants :

1. depuis 1995, la traite et le trafic des êtres humains ont évolué: cette activité est devenue le fait de réseaux organisés. Au vu de cette évolution, une évaluation de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains s'impose, en particulier de la définition pénale des délits de «traite des êtres humains» et de «trafic d'êtres humains»;
2. nécessité d'une approche intégrée de la criminalité organisée : fonctionnement du parquet fédéral;
3. nécessité d'une approche intégrée de la criminalité organisée : fonctionnement de la *Federal Computer Crime Unit*;
4. il y a lieu d'accorder une attention accrue à l'internet en tant que source de la traite des êtres humains : l'offre faite sur internet doit être qualifiée de «début d'exécution d'un délit»;
5. il faut examiner si la notion d'«exploitation économique» est un critère suffisamment clair pour attribuer la qualification pénale de «traite des êtres humains»;
6. il convient d'examiner la procédure de ratification, en Belgique, de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses protocoles additionnels;
7. il faut s'intéresser à la situation des victimes et au rôle du CECLR;
8. il y a lieu de mettre en place un financement structurel des trois centres d'accueil spécialisés.

ceerd in een illegaal atelier of in lage loonlanden waar nog kinderarbeid bestaat, ...

Voorts wenst de heer Hugo Vandenberghe dat nader wordt onderzocht wat de stand van zaken is in de Belgische ratificatieprocedure van het Verdrag van de Verenigde Naties tegen de georganiseerde grensoverschrijdende criminaliteit en de aanvullende protocollen bij dit verdrag.

IV. BESLUITEN—AANDACHTSPUNTEN VAN DE COMMISSIES

De heer Hugo Vandenberghe formuleert als voorzitter van de vergadering de volgende aandachtspunten :

1. sedert 1995 heeft er zich een evolutie voorgedaan in de mensenhandel en de mensensmokkel: het is een activiteit geworden van georganiseerde netwerken. In het licht van deze evolutie dringt een evaluatie van de wet van 13 april 1995 ter bestrijding van de mensenhandel zich op en in het bijzonder de strafrechtelijke omschrijving van de delicten «mensenhandel» en «mensensmokkel»;
2. de noodzaak aan een geïntegreerde aanpak van de georganiseerde criminaliteit: werking van het federaal parket;
3. de noodzaak aan een geïntegreerde aanpak van de georganiseerde criminaliteit: werking van de FCCU;
4. meer aandacht voor de bron van mensenhandel via internet: het aanbieden via internet moet gekwalificeerd worden als een «begin van uitvoering van een misdrijf»;
5. er moet onderzocht worden of het begrip «economische uitbuiting» als criterium voor het toekennen van de strafrechtelijke kwalificatie «mensenhandel» voldoende duidelijk is;
6. onderzoek naar de Belgische ratificatieprocedure van het Verdrag van de Verenigde Naties tegen de georganiseerde grensoverschrijdende criminaliteit en de aanvullende protocollen;
7. situatie van de slachtoffers en de rol van het CGKR;
8. de structurele financiering van de 3 gespecialiseerde opvangcentra.

Ces 8 points seront abordés dans les travaux parlementaires ultérieurs.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 11 membres présents de la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives. Il a été approuvé par la commission de la Justice par 9 voix et 1 abstention.

Les rapporteuses,

Nathalie de T' SERCLAES.
Clotilde NYSSENS.

Les présidents,

Hugo VANDENBERGHE.
Ludwig VANDENHOVE.

Deze 8 punten zullen aan bod komen in de verdere parlementaire bespreking.

Het verslag werd eenparig goedgekeurd door de 11 aanwezige leden van de commissie voor de Binnenlandse Zaken en voor de Administratieve Aangelegenheden. Het werd door de commissie voor de Justitie goedgekeurd met 9 stemmen bij 1 onthouding.

De rapporteurs,

Nathalie de T' SERCLAES.
Clotilde NYSSENS.

De voorzitters,

Hugo VANDENBERGHE.
Ludwig VANDENHOVE.